



UNIVERSITE
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR

REVUE DE PRESSE

Éducation
Enseignement
Supérieur

RP
24 au 29
Novembre
2025

Enseignement supérieur : le REESAO planche sur l'insertion professionnelle des étudiants



La conférence des recteurs, présidents et directeurs généraux des pays membres du Réseau pour l'excellence de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest (REESAO), s'est ouverte jeudi à Dakar, avec l'objectif de se pencher sur les thématiques de l'insertion professionnelle, l'entrepreneuriat étudiant et l'harmonisation des curriculums. Cette rencontre qui se déroule du 27 au 29 novembre à la faculté des lettres et sciences humaines de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar a comme thème : "Insertion professionnelle et entrepreneuriat étudiant : interface entre université, incubateurs, transfert de technologie et initiative public-privé". "Cette rencontre a un double objectif : il s'agit d'échanger d'abord sur un thème d'enjeu majeur qu'est l'insertion professionnelle et l'entrepreneuriat étudiant et essayer, ensuite, de valider un programme harmonisé en sciences économiques et de gestion. Ce programme a été proposé par le bureau du REESAO", a expliqué Pr Issa Abdou Moumoula, président du REESAO.

Il estime que les universités ont la responsabilité, aujourd'hui, d'aider les étudiants à comprendre le marché du travail, à développer des compétences recherchées par les employeurs, à développer des initiatives et l'esprit créatif, à travers des incubateurs, des stages de perfectionnement, mais aussi grâce aux transferts de technologie. Selon lui, "c'est à travers cette batterie de mesures et d'initiatives que l'on peut aider les jeunes à faire la transition vers la vie active". Il a assuré que les présidents, recteurs et directeurs généraux des universités membres du REESAO vont se pencher sur ces sujets. Le président du REESAO a indiqué qu'il s'agira aussi lors de cette rencontre de mettre à disposition des universités membres du REESAO, des programmes harmonisés et un plan d'action pour les dix ans, quinze ans à venir. Il a expliqué que "ces programmes harmonisés sont destinés à répondre aux défis qui se présenteront à ces jeunes".

La rencontre a enregistré la présence des pays membres du REESAO notamment le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Sénégal et le Togo, en plus du pays invité d'honneur, le Cameroun, représenté par l'Université panafricaine, dont le siège est à Yaoundé.

<https://aps.sn/enseignement-superieur-le-reesao-planche-sur-linsertion-professionnelle-des-etudiants/>

NATIONALE

L'Expérimentation assistée par ordinateur est une réponse aux défis des travaux pratiques, selon un universitaire



L'Expérimentation assistée par ordinateur (EXAO) constitue une réponse aux difficultés rencontrées par les universités sénégalaises pour assurer des travaux pratiques (TP) en sciences, en raison de l'augmentation des effectifs et du coût élevé des équipements traditionnels, a souligné, mardi, le doyen de la faculté des sciences et techniques de l'Université Cheikh-Anta-Diop de Dakar (UCAD), Ismaël Diouf. Il affirme que l'EXAO est une alternative pour renforcer les TP en milieu universitaire, précisant que les universités sont pléthoriques et peinent à offrir suffisamment de TP faute d'espace, de matériels et de produits coûteux, alors que faire des sciences sans expérimenter, "c'est presque ne pas faire des sciences".

Le professeur Diouf présidait les Journées scientifiques dédiées à l'expérimentation assistée par ordinateur, présentée comme un outil d'innovation pédagogique pour l'enseignement des sciences expérimentales. Selon lui, l'EXAO offre une alternative crédible grâce à des capteurs et à des ordinateurs permettant de réaliser des expérimentations virtuelles très réalistes et mieux adaptées au contexte actuel. Il a d'ailleurs évoqué l'expérience du Maroc, qui a déjà implémenté ce dispositif avec succès et en partage aujourd'hui l'expertise avec le Sénégal.

Il a toutefois relevé plusieurs défis, notamment la mise à disposition d'ordinateurs, de capteurs et la formation des enseignants pour qu'ils puissent ensuite former les étudiants. L'EXAO est possible et même moins coûteuse que l'expérimentation classique, a-t-il assuré, mais nécessite un accompagnement financier. Son ambition est d'en faire un standard au sein de la faculté, en impliquant tous les départements. Selon lui, le changement doit commencer par les enseignants. Le recteur accompagnera cette démarche, tandis que le ministre de l'Enseignement supérieur, issu de la même faculté, comprend parfaitement les enjeux.

Le professeur Diouf plaide également pour une extension progressive du dispositif vers l'enseignement professionnel et secondaire. Il a rappelé que la FASTEF a été invitée, afin de vulgariser l'outil jusque dans les lycées, où l'expérimentation est quasi absente. Cela nécessite toutefois une décision politique impliquant le ministère de l'Éducation nationale ainsi que les Inspections d'académie.

<https://aps.sn/lexperimentation-assistee-par-ordinateur-est-une-reponse-aux-defis-des-travaux-pratiques-selon-un-universitaire/>

Fatoumata Bernadette Sonko lance une plateforme d'information sur "la réalité plurielle des Sénégalaises", mercredi



L'universitaire sénégalaise Fatoumata Bernadette Sonko procédera, mercredi, au lancement officiel d'une plateforme d'information visant à sortir de l'ombre les sujets concernant la vie des femmes, afin de mieux rendre compte des "vulnérabilités" subies par la gent féminine.

Dénommée "Moussso" (qui signifie La femme en mandingue), cette nouvelle plateforme souhaite se connecter à "la réalité plurielle des Sénégalaises". Son objectif est de mettre en lumière les thématiques liées au quotidien des femmes, de mettre fin à leur « oubli organisé » et de rendre visibles les vulnérabilités vécues par différentes composantes de la société.

Selon Fatoumata Bernadette Sonko, enseignante au Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, ce "sismogramme des femmes" propose des informations de proximité, utiles et accessibles, pour porter la voix des absentes officielles qui luttent dans l'ombre, souvent dévalorisées et invisibles.

La plateforme Moussso.sn se fixe pour mission de mettre en avant le vécu des femmes, leur santé, leurs droits et devoirs, leur créativité, leurs combats, mais également les défis qu'elles doivent relever pour briser cette chaîne systémique, souligne l'universitaire dans un communiqué.

SALTIS 2025 : le Sénégal affirme sa souveraineté numérique et installe son leadership continental



Le Sénégal a réaffirmé ses ambitions en matière de souveraineté numérique et d'innovation responsable lors de l'ouverture du Salon International des Algorithmes, des Sciences, des Technologies et de l'Innovation du Sénégal (SALTIS), inauguré ce mardi à Dakar sous la présidence de Boubacar Roger Thiam, Directeur de la Promotion de l'Économie numérique et du Partenariat. L'événement, qui attend près de 5 000 participants et réunit 50 experts internationaux, s'impose désormais comme une plateforme stratégique au service de la transformation digitale du pays et du continent africain.

La coordinatrice générale du SALTIS 2025, Wedji Kane, a rappelé le rôle central du Sénégal dans l'évolution de l'intelligence artificielle en Afrique. Ouvrant le colloque au Musée des Civilisations noires, elle a souligné que « chaque époque a produit ses savoirs, ses outils », et que la génération actuelle doit « répondre au défi de l'intelligence artificielle ». Pour elle, la mission du SALTIS reste claire : « rassembler, comprendre, expliquer, former et construire ensemble ».

En seulement trois ans, le SALTIS s'est imposé comme l'un des rendez-vous majeurs de l'intelligence artificielle en Afrique francophone, fédérant institutions, chercheurs, startups et investisseurs. Selon Wedji Kane, cet écosystème repose sur une alliance intergénérationnelle, où la jeunesse innovante collabore avec ses aînés pour bâtir une vision technologique cohérente et durable. Les résultats sont déjà perceptibles : émergence de solutions locales via le PAS Challenge, ouverture des administrations à l'expérimentation, et mobilisation de la diaspora ainsi que de partenaires internationaux issus de 28 pays.

Cette édition est également marquée par la présentation du Livre blanc du Comité scientifique du SALTIS, qui propose des recommandations concrètes pour accompagner la construction de politiques publiques et d'infrastructures numériques solides. Wedji Kane a insisté sur l'urgence d'une réflexion prospective : « l'IA se connecte désormais aux biotechnologies, tandis que la prochaine génération de machines quantiques se rapproche ». Dans ce contexte, elle appelle le Sénégal à identifier ses leviers stratégiques : terres rares, dynamique démographique et savoirs endogènes.

Le SALTIS 2025 s'inscrit aussi dans la préparation des Jeux Olympiques de la Jeunesse Dakar 2026. Le PAS Challenge, orienté cette année vers les solutions digitales destinées à cet événement mondial, illustre la volonté du Sénégal de faire de l'innovation un pilier majeur d'accompagnement des grands rendez-vous nationaux.

https://www.pressafrik.com/SALTIS-2025-le-Senegal-affirme-sa-souverainete-numerique-et-installe-son-leadership-continental_a297928.html



L'UIR célèbre ses 15 ans d'excellence et confirme son rayonnement international

L'Université Internationale de Rabat (UIR) célèbre cette année ses 15 ans d'existence, marqués par une série de reconnaissances et d'accréditations internationales consacrant son modèle académique, scientifique et institutionnel. Fondée en 2010 dans le cadre d'un partenariat public-privé pionnier, l'UIR s'est imposée en une décennie et demie comme un acteur de référence de l'enseignement supérieur au Maroc et en Afrique, alliant exigence académique, innovation, recherche appliquée et ouverture internationale.

Le Times Higher Education World University Rankings (THE WUR) a publié le 9 octobre 2025 son classement mondial des universités les plus performantes. L'Université Internationale de Rabat y réalise une entrée remarquable en se classant 2^e au Maroc, sur 12 universités marocaines classées, et parmi le Top 1000 mondial, aux côtés d'institutions issues de 115 pays. Le classement THE WUR évalue les universités selon cinq piliers fondamentaux :

- l'enseignement,
- l'environnement de recherche,
- la qualité de la recherche,
- l'internationalisation,
- l'engagement industriel.

Cette performance s'ajoute à celle obtenue dans le classement THE Impact, où l'UIR occupe depuis quatre années consécutives la première place nationale, témoignant de son engagement envers les Objectifs de Développement Durable (ODD).

L'UIR se distingue également par son rôle de leader africain en matière de brevets et par les médailles d'or obtenues au Salon International de l'Innovation de Genève, récompensant les innovations de rupture menées par ses chercheurs. Ces distinctions illustrent la maturité scientifique et l'esprit d'innovation qui caractérisent le modèle UIR, reposant sur un écosystème complet de recherche, d'entrepreneuriat et de transfert de technologie.

<https://www.lesiteinfo.com/maroc/660927-luir-celebre-ses-15-ans-dexcellence-et-confirme-son-rayonnement-international.html?amp>

INTERNATIONALE

France : Le ministère de l'Enseignement supérieur lance une enquête sur l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur



Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace a demandé aux présidents d'universités ainsi qu'aux dirigeants d'organismes nationaux de recherche de diffuser, auprès de leurs personnels, un questionnaire portant sur l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur et la recherche, selon un courrier officiel consulté par Anadolu. Datée du 18 novembre 2025, la lettre, émise par la Direction générale de la recherche et de l'innovation (DGRI), s'inscrit dans le cadre d'un programme de recherche sur l'antisémitisme dans l'ESR, officiellement lancé le 29 avril dernier par le ministre.

Le ministère indique avoir mandaté une équipe de chercheurs du CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po) afin de conduire une étude scientifique portant « exclusivement sur les perceptions, les expériences et les dynamiques liées à l'antisémitisme » au sein de l'enseignement supérieur et de la recherche. Selon le courrier, l'étude repose sur deux enquêtes distinctes : l'une menée auprès des étudiants, l'autre auprès des personnels de l'ESR sur l'ensemble du territoire français. La lettre adressée aux établissements concerne cette seconde enquête.

Le ministère invite ainsi les présidents d'universités et les organismes de recherche à relayer le lien du questionnaire auprès de l'ensemble de leurs personnels : enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs, ingénieurs, techniciens et personnels administratifs. Le questionnaire est accessible via une plateforme associée à l'institut privé de sondage IFOP. Le suivi administratif de l'opération est assuré par le département « Sciences de l'Homme et de la Société » de la DGRI.

Une initiative à la frontière entre démarche scientifique et action publique

Si le gouvernement met en avant le caractère scientifique de la démarche, certains acteurs politiques et universitaires s'interrogent sur la frontière entre recherche académique indépendante et commande publique, notamment en raison de l'impulsion ministérielle et du recours à un prestataire privé.

Le député LFI Hadrien Clouet a publiquement dénoncé ce qu'il considère comme une démarche de « fichage politique » des agents, utilisant des termes particulièrement critiques à l'égard du ministère. De son côté, l'exécutif insiste sur le caractère scientifique, académique et indépendant du travail confié au CEVIPOF.

Ces divergences interviennent dans un contexte marqué par de fortes tensions autour du conflit israélo-palestinien et de son écho au sein des établissements d'enseignement supérieur.

Coopération Guinée-Inde : l'enseignement supérieur s'ouvre à de nouveaux horizons technologiques, agricoles et artistiques



Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation (MESRSI) ouvre une nouvelle phase de coopération stratégique avec l'Inde. Ce mercredi 26 novembre, le ministre Alpha Bacar Barry a reçu en audience l'ambassadeur indien en Guinée, Sandeep Sood, afin d'explorer des pistes de collaboration plus ambitieuses, notamment dans la formation, la recherche et l'innovation technologique.

Au cœur des discussions figure la volonté commune de créer des opportunités d'études, de transfert de compétences et d'accompagnement scientifique au profit des institutions guinéennes. Le ministre Barry a ainsi décliné trois grands axes destinés à structurer les futurs programmes conjoints entre Conakry et New Delhi.

Le premier axe porte sur l'ouverture de nouvelles filières et de projets de recherche conjoints dans des domaines stratégiques tels que l'intelligence artificielle, la cybersécurité, l'apprentissage automatique et les technologies émergentes. Le ministre a plaidé pour une collaboration directe entre l'Inde et la Cité des Sciences et de l'Innovation, appelée à devenir un hub régional dédié aux études technologiques avancées, à l'incubation de startups et à la formation de haut niveau.

Le deuxième axe concerne la mise en place de partenariats académiques et scientifiques au bénéfice de l'Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire de Faranah ainsi que de l'Institut Supérieur des Sciences et de Médecine Vétérinaire de Dalaba. L'objectif est de développer des programmes de formation conjointe, des échanges d'experts, la modernisation des équipements et la création de pôles d'excellence ruraux, en s'inspirant du modèle indien reconnu mondialement.

Le troisième axe porte sur le renforcement de la coopération artistique et cinématographique. Inspiré par la dynamique de Bollywood, le MESRSI souhaite ouvrir la voie à des programmes académiques partagés, des résidences artistiques et des ateliers de production en partenariat avec l'Institut Supérieur des Arts Mory Kanté de Dubréka. Cette initiative vise à stimuler de nouvelles filières d'études et à encourager l'émergence d'une industrie culturelle guinéenne compétitive.

L'ambassadeur Sandeep Sood s'est félicité de cette vision globale, soulignant la volonté de son pays d'élargir l'accès des étudiantes, étudiants, chercheurs et institutions guinéennes à des opportunités de formation, de stages, de bourses et de projets structurants.

<https://guineenews.org/2025/11/26/cooperation-guinee-inde-lenseignement-superieur-souvre-a-de-nouveaux-horizons-technologiques-agricoles-et-artistiques/>

La RDC s'engage pour un enseignement supérieur inclusif et innovant en Afrique centrale



Le Forum régional sur l'enseignement supérieur en Afrique centrale s'est achevé le 7 novembre, après quatre jours d'échanges fructueux à Libreville, au Gabon. Organisé par le Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique centrale, en collaboration avec la CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale) et le Gouvernement gabonais, cet événement a réuni des représentants des dix pays de la sous-région, des experts, des responsables universitaires ainsi que des partenaires techniques et financiers.

Grâce à l'appui de l'UNESCO, la République Démocratique du Congo (RDC) a pris part à ce rendez-vous stratégique avec une délégation conduite par le ministère de l'Enseignement supérieur, universitaire et de la Recherche scientifique. Cette participation a permis au pays de contribuer aux discussions sur la transformation de l'enseignement supérieur en Afrique centrale, en partageant ses expériences, ses défis et ses priorités.

Les débats ont porté sur plusieurs enjeux essentiels, notamment :

- l'amélioration des systèmes de collecte et d'analyse des données ;
- l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) dans la gouvernance et les processus d'apprentissage ;
- le renforcement des filières STEM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques) ;
- la consolidation des mécanismes d'assurance qualité au sein des universités.

À l'issue des travaux, neuf recommandations stratégiques ont été adoptées. Parmi elles, l'appel à ratifier la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, dans un délai de deux ans, par l'ensemble des États membres de la CEEAC. Cette mesure vise à faciliter la mobilité académique et professionnelle des étudiants et enseignants à l'échelle régionale et internationale.

La RDC, par sa participation active, a réaffirmé son engagement à moderniser son système d'enseignement supérieur et à s'aligner sur les standards internationaux. L'UNESCO à Kinshasa continuera d'accompagner le pays dans la mise en œuvre de la feuille de route régionale, en vue de promouvoir une gouvernance plus efficace, inclusive et innovante du secteur.

<https://www.unesco.org/fr/articles/la-rdc-sengage-pour-un-enseignement-superieur-inclusif-et-innovant-en-afrique-centrale>